



**GROUPEMENT
HOSPITALIER
DE TERRITOIRE**
LOIRE ATLANTIQUE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N°AOO-24112

FOURNITURES COURANTES

***MISE A DISPOSITION DE DISTRIBUTEURS DE BOISSONS CHAUDES ET DE LA MAINTENANCE ASSOCIEE
ET FOURNITURE DE CONSOMMABLES***

POUVOIR ADJUDICATEUR :

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANTES
(ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT44)
IMMEUBLE DEURBROUCQ - 5, ALLEE GLORIETTE
44093 – NANTES CEDEX

Marché public passé selon un appel d'offres ouvert en vertu des articles L2124-1, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

<u>PREAMBULE GHT</u>	3
<u>ARTICLE 1 : GENERALITES</u>	4
<u>ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT</u>	5
<u>ARTICLE 3 : FORME DU MARCHÉ</u>	5
<u>ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS</u>	5
<u>ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ ET DATES D'INTEGRATION DES ETABLISSEMENTS</u>	6
<u>ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ</u>	6
<u>ARTICLE 7 : PRIX DU MARCHÉ</u>	11
<u>ARTICLE 8 : MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT</u>	12
<u>ARTICLE 9 : PENALITES</u>	13
<u>ARTICLE 10 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE</u>	14
<u>ARTICLE 11 : AVANCE</u>	14
<u>ARTICLE 12 : RESILIATION DU CONTRAT</u>	15
<u>ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES</u>	15
<u>ARTICLE 14 : MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU CONTRAT</u>	16
<u>ARTICLE 15 : REPORTING</u>	17
<u>ARTICLE 16 : DEROGATIONS</u>	18

LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1^{er} juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézou (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

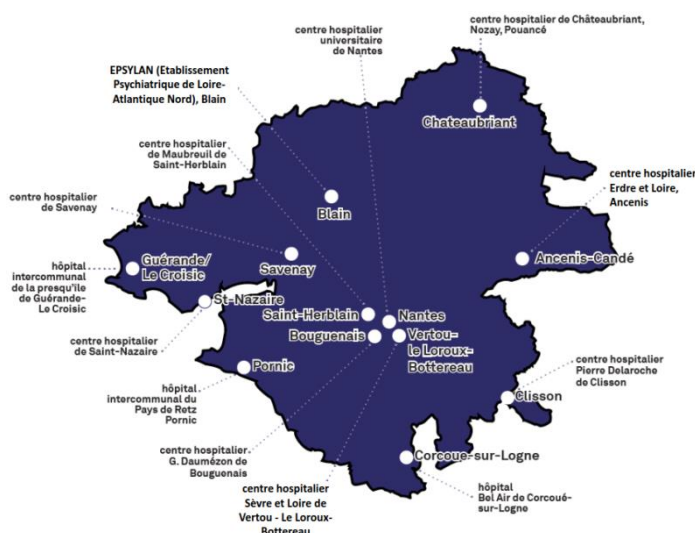
Répartition des compétences :

En phase de passation du marché public, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;

- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



Article 1 : Généralités

ARTICLE 1.1 PARTIES AU CONTRAT

Acheteur

Centre Hospitalier Universitaire de NANTES (CHU NANTES)

Etablissement Public de Santé - Etablissement support du GHT 44.

Titulaire

Le « Titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. Il est dûment identifié à l'acte d'engagement.

Lorsque le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, l'acte d'engagement mentionne l'identité du mandataire, la composition et la nature du groupement. Si le groupement est conjoint, l'acte d'engagement indique si le mandataire est solidaire ou non, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Acheteur.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis à vis de l'Acheteur, et coordonne les prestations. Le mandataire assiste à toutes les réunions éventuellement prévues par le marché.

ARTICLE 1.2 OBJET DU CONTRAT

La présente consultation a pour objet **la fourniture de consommables** à dissolution instantanée (café, chocolat, lait, potages solubles) et **la mise à disposition d'appareils fixes neufs de distribution de boissons chaudes avec la maintenance associée**, à destination des établissements du GHT44.

Elle concerne les besoins des établissements suivants du GHT44 :

- L'Hôpital Intercommunal du Pays de Retz
- Le CH Pierre Delaroche CLISSON
- Le CH Sèvre et LOIRE

Si un besoin venait à apparaître pour un autre établissement du GHT 44, l'établissement concerné pourrait bénéficier de la présente procédure dans le cadre des dispositions de l'article 14 du CCAP.

Il pourra être intégré en cours de marché, après validation d'un devis, de nouvelles prestations conformes à l'objet du marché, dans les conditions décrites à l'article 14 du C.C.A.P. Ces intégrations donneront lieu à la passation d'un avenant.

ARTICLE 1.3 NATURE DU MARCHE ET COMPETENCES DE L'ETABLISSEMENT SUPPORT ET DES ETABLISSEMENTS PARTIES DU GHT 44

Il est conclu un marché unique, signé et notifié par le CHU DE NANTES, Etablissement Support du GHT 44 et Pouvoir adjudicateur.

Le CHU de NANTES assure la coordination de cette procédure dans le cadre de sa fonction d'établissement support.

Article 2 : Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Article 3 : Forme du marché

Le contrat est passé sous forme d'un accord-cadre s'exécutant au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par les établissements, conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 alinéa 2 et des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le contrat est conclu avec un seul opérateur économique (accord-cadre à bons de commande mono-attributaire).

Les quantités estimatives sur la période ferme du marché sont indiquées à l'annexe 2 au CCAP « Catalogue des besoins et des quantités »

Le montant estimatif du marché est de 650 000 € et le montant maximum est de 950 000€. Un volume quantitatif estimatif par an est exprimé dans l'Annexe 2 au CCAP « Catalogue des besoins ». Il n'y a pas de minimum.

Article 4 : Documents contractuels

L'accord cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe :
 - Le bordereau des prix unitaires (annexe 1)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières N°AOO-24112 (C.C.A.P.) et ses 2 annexes :
 - Annexe 2 : Catalogue des besoins et des quantités
 - Annexe 3 : Service d'installation Machines Pichets par services
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) n°AOO-24112 et ses 2 annexes :
 - Annexe 4 : Fiche logistique et administrative
 - Annexe 5 : Cadre de réponse technique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF 1er avril 2021)
- Les textes relatifs à l'étiquetage des produits alimentaires
- L'offre technique du titulaire

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché ne comporte pas systématiquement les autres pièces constitutives de ce dernier.

Toute clause portée par le(s) titulaire(s) sur les documents annexés à l'acte d'engagement notamment les conditions générales de vente qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.

Article 5 : Durée du marché et dates d'intégration des établissements

Le marché est conclu pour une période initiale de 4 ans allant du 01/06/2025 au 31/05/2029, reconductible tacitement deux fois pour les périodes ci-après :

- La première reconduction aura une durée de 2 ans fermes allant du 01/06/2029 au 31/05/2031
- La deuxième reconduction aura une durée ferme allant du 01/06/2031 au 31/12/2032.

Le CH Sèvre et Loire rentrera en différé au 01/10/2025 pour son site de Vertou et le 01/10/27 pour le site du de Loroux Bottereau.

Quelle que soit la date de début d'exécution du marché, le marché prendra fin au plus tard à la date du 31/12/2032 pour tous les établissements.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 alinéa 2 du Code de la commande publique, ni prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Article 6 : Modalités d'exécution du marché

ARTICLE 6.1 INSTALLATION DES MACHINES, FORMATION, GESTION DES APPAREILS ET ENTRETIEN QUOTIDIEN

Installation

Les différents sites assureront les aménagements nécessaires au branchement des appareils (électricité, arrivée et départ d'eau) et l'entretien de ces aménagements.

Le titulaire devra prendre en charge la livraison, le branchement, le réglage et tous les frais d'installation des machines et des filtres mis à disposition. Il en supportera exclusivement les frais, les matériels qu'il aura installés demeurant sa propriété.

Le titulaire mettra à disposition les pichets isothermes nécessaires au bon fonctionnement des services (voir annexe 3 du CCAP).

Le titulaire laissera en dépôt les machines de remplacements. Elles seront utilisées en cas de panne prolongée ; dans l'attente de réparation ou changement de la machine défectueuse.

Afin d'assurer une continuité de production, le planning d'installation des distributeurs sera établi par le coordinateur de la restauration. Ce planning devra être respecté.

La mise en service des appareils (incluant tous les réglages nécessaires au bon fonctionnement) et le contrôle des performances auront lieu en présence du titulaire du présent marché et d'un référent du service restauration. Le fournisseur aura un devoir de conseil à l'utilisation pour optimiser la production en fonction des besoins.

Formation

Le titulaire du marché doit mettre à la disposition des établissements un technicien ou un formateur qui doit donner aux utilisateurs des services concernés, toutes les explications nécessaires à la bonne utilisation des produits livrés, et ce en toute sécurité et pendant toute la durée du marché sur l'ensemble des établissements. Il devra s'assurer que le mode de fonctionnement est parfaitement compris par le personnel.

Il devra appuyer, auprès des personnes chargées de l'entretien journalier du matériel, hôtelières en particulier, sur la nécessité de respecter les procédures d'entretien systématique.

Une documentation claire, rédigée en français et reprenant tous les éléments ci-dessus doit être laissée à la disposition des utilisateurs.

En parallèle, une documentation technique, avec la description de tous les éclatés des machines, doit être laissée auprès des Services Techniques (agents de l'Hôpital chargés de la maintenance) après une formation technique de premier niveau.

La formation est gratuite. Le titulaire inclura dans sa proposition le contenu pédagogique et les modalités pratiques d'exécution (délais, lieux, durée, organisation).

Gestion des appareils

Le titulaire du marché est seul responsable de la gestion du parc des appareils installés. Il s'interdit tout recours contre l'Administration notamment en cas de vols, d'effraction ou détérioration qui pourraient survenir sur ses installations.

Si l'entreprise du titulaire du marché fait l'objet d'une opération de restructuration (cession, acquisition, fusion-absorption, etc), la nouvelle société (acquéreur, etc.) pourrait se substituer à l'ancien prestataire sous réserve d'accepter toutes les clauses, sans restriction, de ce marché. Cet accord serait concrétisé par un avenant de transfert de marché (cf. article 14.3 du CCAP). Dans le cas contraire, il sera mis fin au marché de plein droit.

Entretien quotidien et approvisionnement

Le nettoyage quotidien et l'approvisionnement seront assurés par le personnel des services

Le titulaire fournira dans son offre et au moment de l'installation pour chaque distributeur un document indiquant :

- La procédure illustrée de nettoyage ainsi que les fréquences des différentes opérations,
- La liste des défauts de fonctionnement facilement repérables

Ce document sera apposé à proximité des distributeurs le jour de leur installation

Le titulaire devra fournir les pièces de rechanges.

En cas d'interruption de fonctionnement d'un des équipements, le titulaire du marché devra impérativement intervenir dans un délai de 24h sur les 5 jours de la semaine, après appel téléphonique et/ou mail de l'établissement concerné et prendre toutes les dispositions nécessaires afin de remédier

à l'incident. En cas de pannes répétitives (plus de 2 fois/30 jours) ou en cas de retour usine : le titulaire devra remplacer les distributeurs.

ARTICLE 6.2 HYGIENE ET MAINTENANCE

Hygiène

Toutes les dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la salubrité applicables à la fourniture de denrées alimentaires ainsi qu'aux distributeurs de boissons s'imposent au titulaire.

Le fournisseur indiquera dans son offre la fréquence de passage dans l'année pour le nettoyage complet des appareils avec débactérisation et le protocole de nettoyage.

Le non-respect des normes et réglementations en la matière autorisera le GHT44 à résilier le marché

Maintenance

Les prestations dues sont à exécuter dans le cadre d'un établissement hospitalier. Cet environnement doit influencer le comportement des techniciens présents sur le site, notamment au travers :

- de leurs attitudes relationnelles vis-à-vis du personnel soignant,
- des règles de communication à adopter vis-à-vis des patients et résidents,
- du respect des règles d'hygiène,
- ainsi que dans leurs déplacements dans l'enceinte de l'établissement.

La maintenance curative et préventive est intégrée dans le coût du marché. Aucune facturation supplémentaire ne sera acceptée. Les matériels devront être maintenus en bon état de marche pendant toute la durée du marché et seront renouvelés si le matériel arrive à obsolescence. Lors d'un dépannage d'ordre préventif ou curatif toute pièce détachée changée est à la charge du fournisseur.

Maintenance curative :

En cas de panne, le titulaire s'engage à intervenir tous les jours sauf le week-end et jours fériés, de 8 heures à 17 heures, dans un délai de 24 heures, pour toute machine défectueuse, à réception d'un mail ou un appel émanant du responsable des Services Techniques ou de son représentant.

Le dépannage ne doit pas pénaliser l'utilisation du distributeur au-delà d'un délai d'intervention de 3 heures soit au total une durée d'immobilisation de 27 heures maximum.

Dans le cas où ce délai devra être dépassé, le titulaire s'engage à mettre en place un distributeur de remplacement de même capacité.

Tout dépannage devra faire l'objet d'un rapport d'intervention.

Maintenance préventive :

Une maintenance préventive devra être effectuée au minimum une fois par an et idéalement au semestre soit tous les 6 mois. Cette visite comprend : un détartrage, le contrôle de la température, le contrôle du bon fonctionnement de l'appareil et au besoin, le remplacement des pichets défectueux et des filtres.

Le filtre adoucisseur d'eau et la cartouche seront changés au minimum une fois par an dans le cadre de l'offre du titulaire.

Dans le cas où le titulaire n'assurera pas lui-même la maintenance, il est impératif de joindre à l'offre la déclaration de sous-traitance accompagnée des justificatifs de la société technique locale qui sera en charge d'assurer la maintenance.

Les dates et heures de cette intervention seront actées d'un commun accord avec le titulaire et le responsable des services techniques ou son représentant. Avant toute intervention, le technicien devra se présenter au responsable du service technique pour avertir de sa présence dans l'établissement.

Toutes ces visites doivent faire l'objet d'un rapport d'intervention auprès du référent achat de l'établissement.

Rapport d'intervention :

Toute intervention de maintenance préventive mensuelle ou curative fera l'objet d'un rapport d'intervention, contresigné du technicien et/ou du référent restauration ou du responsable du service de soins, à transmettre dans les 48 heures au site concerné.

Ce document comportera les informations suivantes :

- le numéro d'identification du distributeur,
- l'identification du service,
- la nature du dysfonctionnement,
- le type de réparation effectuée,
- le nom et la signature du technicien,
- les date et heure d'arrivée et de départ du technicien,
- la signature du responsable du service.

ARTICLE 6.3 CONSOMMABLES - BONS DE COMMANDES

Les bons de commandes seront émis au fur et à mesure des besoins des établissements parties et adressés au fournisseur retenu. Ils comprendront :

- La référence au marché,
- La désignation précise de la fourniture,
- La quantité demandée,
- Le lieu, la date et l'heure de livraison,
- Les prix unitaires nets HT et TTC

ARTICLE 6.4 LIVRAISONS

Les livraisons devront être effectuées selon les modalités prévues au C.C.T.P. Elles s'effectueront franco de port et d'emballage, au lieu, à la date et à l'heure précisée sur les bons de commandes.

Les emballages devront être convenablement étiquetés, selon la réglementation en vigueur.

Les fournitures seront accompagnées d'un bulletin de livraison indiquant :

- Le nom du titulaire du marché et son adresse,
- La date de livraison,
- La référence de la commande,
- La désignation précise et la qualité des fournitures,
- Les quantités livrées
- Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C

Le double du bon de livraison signé par les différents représentants des Etablissements Hospitaliers du groupement vaudra procès-verbal de réception de la livraison.

Le fournisseur est tenu de faire ses livraisons avec des véhicules pouvant manœuvrer dans chaque établissement. Il demeure responsable de tous dommages pouvant être causés à l'occasion des livraisons aux personnes (agents des établissements, usagers, visiteurs) ou aux biens, qu'ils soient commis par ses agents, représentants ou sous-traitants.

Le personnel préposé à la livraison doit se conformer aux consignes en vigueur dans l'établissement et le service réceptionnaire.

ARTICLE 6.5 VERIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur de chaque adhérent.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 6.6 OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire doit, pendant toute la durée d'exécution des marchés, informer sans délai l'acheteur, de tout événement ou toute difficulté de nature à compromettre la qualité, le suivi, ou la garantie des prestations objet du présent accord-cadre.

Les titulaires pendant toute la durée du marché s'engagent à fournir le bilan financier annuel par établissement à la demande du CHU de Nantes.

Article 7 : Prix du marché

ARTICLE 7.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX

Les prix sont fermes pour une durée d'un an à compter de la date de notification. Les prix s'entendent toutes taxes comprises pour marchandises livrées franco de port et d'emballage sans seuil minimum de commande. Ils sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison. Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur à la date de notification ou du marché.

Les fournitures sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'annexe financière. Ils sont appliqués aux quantités réellement livrées. Les prix de règlement seront ceux en vigueur à la date de la commande.

L'EURO est la monnaie de compte du marché. Le prix restera inchangé en cas de variation du cours de la monnaie utilisée par le Titulaire pour régler son fournisseur étranger.

Produits non listés à l'annexe financière - Achats sur catalogue

Les produits ne figurant pas à l'annexe financière doivent faire l'objet d'une « Remise sur catalogue ». Le candidat propose à cet effet un pourcentage de remise (cf. Annexe financière BPU).

Ce pourcentage de remise s'applique uniquement sur l'ensemble des produits rentrant dans la gamme de produits désignée par ce marché de son tarif général applicable à l'ensemble de sa clientèle.

De manière exceptionnelle, les fournitures faisant l'objet du présent marché public pourront être choisies sur le catalogue du fournisseur. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché public et que les commandes correspondantes ne pourront dépasser 10% de l'estimation figurant dans l'annexe 2 du présent CCAP.

Produits listés à l'annexe financière – non quantifiés par un établissement

Dans la mesure où un produit est référencé à l'annexe financière, un établissement, même si celui-ci ne s'est pas positionné sur le produit au moment du lancement de la consultation, pourra commander le produit en question aux conditions du marché. Le cas échéant, l'établissement transmettra au titulaire le volume estimatif de ses consommations annuelles, notamment en cas de transfert de ses volumes d'une référence à une autre.

Application d'une offre de prix promotionnels

Les prix des produits figurant au marché public peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place par le titulaire à destination des établissements.

Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés. Ces tarifs promotionnels se substituent alors automatiquement aux

prix initialement prévus à l'annexe financière. Selon les établissements, et en raison des difficultés de changements de prix dans les logiciels de gestion en cours de contrat, il pourra être demandé un avoir correspondant à la différence entre le prix du marché et le prix promotionnel.

ARTICLE 7.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix de référence du marché sont les prix unitaires indiqués à l'annexe financière.

Ils seront fermes pendant un an, soit à compter du 01/06/2025 jusqu'au 31/05/2026. Après cette date, ils pourront subir une évolution à la hausse ou à la baisse.

La proposition d'ajustement des nouveaux prix devra parvenir annuellement au GHT44, 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement ; soit avant le 30/03 de l'année en cours pour une application au 01/06 de la même année, et ainsi de suite jusqu'à la fin du marché.

Formule de révision des prix : incluant une part fixe à 15%, une variation de 65% sur le coût de la matière première (Indice INSEE 010763742 Indice de production de l'industrie française pour le marché Français sur le cafés et thé transformés – Indice INSEE 010763741 pour le chocolat – Indice INSEE 010763701 pour le lait – Indice INSEE 01064089 pour les soupes), une variation de 10% sur la partie logistique (Indice CNR Gazole professionnel) et une variation de 10% sur la main d'œuvre Indice INSEE 010761999.

P= Prix révisé

Po= Prix initial du Bordereau de Prix Unitaire

Indice 0 = Indice au 01/06/2025

Indice 1 = Indice à la date de demande

$$P = Po \times ((0,65 \times (MP1/MP0) + 0,10 \times (CNR1/CN0) + 0,10 \times (M01/MO0)) + 0.15)$$

Article 8 : Modalités de facturation et de paiement

Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs

Les modalités de règlement applicables sont définies à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

Délai de paiement

Le délai de paiement est de 50 jours maximum, à l'exception des structures de coopération (GCS, GIP) pour lesquels ce délai est de 30 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET)

- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Article 9 : Pénalités

Toutes les pénalités décrites ci-dessous pourront être appliquées sans mise en demeure préalable.

Pénalité pour non-conformité des livraisons de consommables

A partir de la troisième non conformité des livraisons (qualitative ou quantitative) une pénalité forfaitaire de 300 € pourra être appliquée par l'établissement adhérent au titulaire par produit concerné par non-conformité.

L'application de la pénalité ne dispense pas le titulaire des obligations de remplacer les fournitures ou de rectifier les quantités livrées.

Pénalité sur la maintenance

Le présent CCAP impose un délai de 24h d'intervention pour la maintenance curative, Article 6.2 du présent CCAP. En cas de retard supérieur à 48h une pénalité forfaitaire de 100€ par jour, plafonnée à 500€ sera appliquée au titulaire.

Pénalité administrative

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché, constatés à trois reprises, (non-conformité des factures, informations manquantes sur les BL, demande de document non transmis...), une pénalité forfaitaire de 50 € par constat pourra être appliquée par l'acheteur.

L'absence de Reporting annuel exigé dans l'Article 15 du présent CCAP sera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 100€ par an.

Pour toutes ces pénalités le titulaire sera informé de la décision de l'établissement adhérent d'appliquer des pénalités par courrier motivé adressé en LRAR. Les pénalités seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par le titulaire à l'établissement adhérent postérieurement au constat du manquement.

Si le montant des pénalités dépasse le montant de la facture présentée par le titulaire un titre de recette sera émis pour le paiement des pénalités.

Article 10 : Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas d'inexécution des prestations de maintenance, de retard dans l'exécution ou d'exécution non conforme, l'établissement adhérent pourra, conformément à l'article 36 du CCAG FCS, faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire.

Le montant dû pourra être imputé d'office sur le montant du prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Article 11 : Avance

Le présent marché prenant la forme d'un accord cadres à bons de commandes sans minimum et les conditions requises par les articles R.2191-3 et R.2191-16 du code de la commande publique n'étant pas susceptibles d'être réunies lors de l'émission des bons de commandes, il ne sera versé aucune avance au titulaire.

Article 12 : Résiliation du contrat

ARTICLE 12.1 CONDITIONS DE RESILIATION DE L'ACCORD CADRE

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le contrat pourra être résilié aux torts du titulaire :

- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2396-3 du code la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail
- En cas de travail dissimulé
- En cas de manquement à ses obligations contractuelles, notamment à la bonne exécution des prestations : manquement au bon fonctionnement ou à la qualité des services (mise à disposition des distributeurs, des équipements associés, de la maintenance) et/ou des fournitures (manquement répétitifs de livraisons, retards, mauvaise qualité des consommables, etc.)
- En cas de non-conformité du repreneur dans le cadre d'une cession (Article 14.3 du présent CCAP)

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation, par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS

ARTICLE 12.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 13 : Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 14 : Modifications en cours d'exécution du contrat

Outre les stipulations relatives au prix, à la durée ou au fractionnement du marché, le présent marché comprend des clauses de réexamen au sens de l'article R.2194-1 et R2194-6 1° du code de la commande publique :

ARTICLE 14.1 AJOUT D'UN ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE

Un établissement membre du GHT n'ayant pas identifié de besoins pour la durée de l'accord-cadre pourra néanmoins bénéficier de cet accord-cadre, sous réserve du respect du montant ou des quantités maximum contractuelles fixées pour l'exécution de l'accord-cadre, après modification des conditions techniques ou financières du marché, convenu entre les parties, actée par avenant notifié par l'acheteur.

ARTICLE 14.2 AJOUT DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES HORS BPU

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles. Des fournitures complémentaires, ne figurant pas dans le bordereau de prix initial de l'accord cadre pourront être intégrées aux marchés sous réserve que ces ajouts ne présentent pas un caractère substantiel et soient conformes à l'objet du marché.

En cas d'accord du titulaire du marché public, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du marché.

ARTICLE 14.3 CESSIION DE MARCHE

Le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

ARTICLE 14.4 EVOLUTION LEGISLATIVE OU REGLEMENTAIRE

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

En cas de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le Titulaire pourra proposer une modification des fournitures ou prestations de son offre initiale, au prix contractuel.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du Titulaire, affectant l'exécution du marché que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le représentant de l'acheteur pourra négocier de bonne foi une modification en cours d'exécution du marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation. En cas de refus de la part du Titulaire, le marché sera résilié sans indemnisation et à ses torts exclusivement.

ARTICLE 14.5 AUGMENTATION DU MONTANT MAXIMUM INITIAL

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié afin de relever le montant maximum initial de 10% au plus (soit une augmentation de 95 000 € HT), soit lorsque 90% du montant maximum initial aura été atteint avant la fin du marché, soit lorsque l'augmentation est rendue nécessaire par l'intégration d'un nouvel établissement dans les conditions prévues à l'article 14.1 du présent CCAP. Cette augmentation maximale de 10% devra être appréciée au cumul des deux conditions précitées.

Cette modification donnera lieu à la conclusion d'un avenant entre le titulaire et l'acheteur. Le nouveau montant maximum modifié ne sera applicable qu'une fois que le titulaire aura accusé réception de la notification de l'avenant.

Une fois notifié, le Titulaire sera dans l'obligation de poursuivre l'exécution du marché, y compris si le montant maximum initial de l'accord-cadre a été atteint.

A défaut de modification, le marché prendra fin lorsque 100% du montant maximum initial aura été atteinte, indépendamment de la durée du marché.

Cette clause de réexamen est applicable pendant toute la durée de vie du marché, périodes de reconduction comprises.

Article 15 : Reporting

Au terme de chaque année civile et au plus tard le 15 du mois suivant, le Titulaire devra fournir un relevé des commandes réalisées par établissement bénéficiaire dans le cadre de l'exécution du marché.

Ce relevé comportera a minima les informations suivantes : n° de marché, établissement bénéficiaire, quantité par référence, montant facturé HT.

À la demande du CHU de Nantes, les informations de ce reporting pourront être complétées et/ou modifiées.

Ce reporting devra être transmis sous format fichier Excel libre.

Tout retard dans la remise de ces informations exposera le titulaire à une pénalité conformément à l'article 9.

Article 16 : Dérogations

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.2.1 du CCAG FCS

L'article 12.1 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG FCS